

20221221 Rue89 Lyon

<https://www.rue89lyon.fr/2022/12/21/politique-lyon-hebergement/>

La politique illisible de la Ville de Lyon en matière d'hébergement d'urgence

La Ville de Lyon a décidé ce lundi 19 décembre de fermer un gymnase qu'elle avait elle-même mis à disposition pour loger environ 80 jeunes migrants. Deux jours auparavant, elle avait pourtant ouvert un autre gymnase pour mettre à l'abri des familles. Alors même que l'hébergement d'urgence n'est pas sa compétence, la Ville de Lyon tente de jongler entre volontarisme politique et pression sur d'autres institutions locales pour les amener à prendre leur part. Aux dépens des jeunes hébergés ?

L'AUTEUR

Oriane Mollaret et Marie Allenou

Ce lundi 19 décembre, alors que les vacances scolaires débutent, une trentaine de personnes est massée devant les grilles du gymnase Marcel Dargent, dans le 8e arrondissement de Lyon. À l'intérieur, environ 80 jeunes migrants attendent qu'on décide de leur sort. Pourront-ils rester dans ce gymnase mis à disposition par la Ville de Lyon et qui leur sert d'hébergement depuis fin septembre ? Devront-ils faire leurs bagages pour s'installer ailleurs ? Ou est-ce la rue qui les attend ?

« Où on crèche à Noël ? » résume la pancarte d'une des personnes présentes.

Fermeture du gymnase Dargent, mis à disposition par la Ville de Lyon pour 80 jeunes migrants

Difficile de répondre à cette question, au vue des tergiversations récentes de la Ville de Lyon en matière d'hébergement. Le 27 septembre, la collectivité a décidé d'outrepasser ses compétences [pour mettre à disposition de ces jeunes migrants, qui se disent mineurs, le gymnase Dargent](#). Une solution qui devait durer deux mois, jusqu'à la fin de l'année. D'ici-là, les quelques 70 jeunes du départ devaient avoir trouvé une solution plus pérenne.



Les membres du collectif de soutien aux jeunes migrants de la Croix-Rousse ont pris en charge des dizaines de jeunes migrants depuis plus de deux ans, sous des tentes, dans des squares publics ou dans des squats. ©OM/Rue89Lyon

Ce 19 décembre, c'est loin d'être le cas pour la majorité d'entre eux. D'autant plus que de nouveaux jeunes sont venus s'installer dans le gymnase, bien que cela n'ait pas été prévu au départ.

Les soutiens du [collectif de la Croix-Rousse](#) se mobilisent alors une nouvelle fois pour que ces jeunes ne se retrouvent pas à la rue.

« Ils devaient rester là jusqu'à ce qu'une place se libère à la Station. Une vingtaine d'entre eux ont été pris en charge à la Station, d'autres en protection de l'enfance. Mais ceux qui partent sont vite remplacés par des nouveaux donc on reste aux alentours de 70 », explique Jean-Paul Vilain, de la [Coordination urgence migrants \(CUM\)](#).

Quelle est la situation de ces jeunes ?

Les occupants du gymnase Dargent viennent pour la plupart d'Afrique subsaharienne. À leur arrivée en France, ils se sont présentés au centre d'évaluation de la Métropole de Lyon, confié à l'association Forum Réfugiés (CMAE). Là, la minorité des jeunes exilés qui arrivent en France est évaluée. Ceux qui sont reconnus mineurs non-accompagnés sont pris en charge par les services métropolitains de la protection de l'enfance, les autres sont remis à la rue. Ils peuvent être jusqu'à une dizaine par semaine à être remis dehors. C'est le cas des jeunes du gymnase Dargent, qui sont actuellement en recours devant le juge des enfants pour que leur minorité soit reconnue. Dans la métropole, 80% de ceux qui font ce recours sont finalement considérés mineurs – et pris en charge in fine par la protection de l'enfance.

En attendant, leur situation administrative est floue, sans instance identifiée pour les mettre à l'abri. Les associations demandent une « présomption de minorité ». Si certains jeunes ont pu être pris en charge par la Métropole de Lyon, la préfecture ou la Ville de Lyon, d'autres dorment encore dehors. Le collectif soutiens/migrants Croix-Rousse, la CUM et l'AMIE assurent le soutien logistique, moral et juridique de ces jeunes depuis plusieurs années à Lyon.

Pas de solution de relogement pour tous les jeunes migrants

C'est à l'occasion du conseil municipal de jeudi dernier qu'ils ont appris la fermeture du gymnase, prévue le lundi suivant. Sandrine Runel, adjointe au maire de Lyon en charge des Solidarités, ne propose des solutions de relogement que pour 30 jeunes sur les 80 actuellement hébergés dans le gymnase.

« Il s'agit de 30 places dans un Algeco, qui servait auparavant de vestiaire à l'AS Montchat..., précise Jean-Paul Vilain. Hors de question que les gamins soient dispersés et qu'on soit seuls à s'en occuper. On attend une vraie solution de la part de la Métropole ! »



Jean-Paul Vilain (avec le chapeau) est le président de la Coordination Urgence Migrants. ©OM/Rue89Lyon

Le collectif tente alors de se tourner vers cette dernière, dont la protection de l'enfance est une des compétences.

« Je viens d'avoir Renaud Payre (vice-président au logement de la Métropole, ndlr) au téléphone, il dit qu'il n'a eu aucun contact avec Sandrine Runel, explique une femme, qui vient de raccrocher. Il dit aussi qu'il trouve scandaleux qu'on mette des jeunes à la rue ! »

Un éclat de rire général salue cette déclaration. Le collectif interpelle depuis deux ans la Métropole de Lyon (comme l'État ou la Ville de Lyon) pour tenter de trouver des solutions d'hébergement pour ces jeunes, logés en tente ou en squat. Malgré l'ouverture de 92 places par la Métropole, en 2021 et 2022, dont 40 en partenariat avec l'État, ces dispositifs restent insuffisants. Aujourd'hui, en plus des 80 jeunes du gymnase, 30 dorment dans un [squat près de Hénon \(Lyon 4e\)](#). Sans oublier les deux lieux mis à disposition jusque-là par la Ville de Lyon pour loger notamment des jeunes filles, qui doivent fermer le 31 janvier.

Lire aussi sur Rue89Lyon

[Un an avec les jeunes migrants de la Croix-Rousse à Lyon](#)

[A la Croix-Rousse, deux squats ouverts pour une soixantaine de jeunes migrants](#)

[Campement de migrants à la Croix-Rousse : le retour de la realpolitik à la Métropole de Lyon](#)

[Casus belli entre la Métropole et la Ville de Lyon sur l'accueil des migrants](#)

La Ville de Lyon ouvre un autre gymnase... pour loger des familles à la rue

Pourquoi cette fermeture du gymnase maintenant, à quelques jours des fêtes de fin d'année ? C'est l'incompréhension pour le collectif, qui était certain d'en disposer jusqu'au 31 décembre au moins.

« Des travaux sont programmés pour réparer le toit, explique Jean-Paul Vilain. Ils se font habituellement pendant les vacances scolaires. Mais le chef de chantier est passé pour prévenir qu'il ne démarrerait les travaux que le 3 janvier. »

Une décision d'autant plus incompréhensible pour le collectif, car deux jours auparavant, le 17 décembre, cette même Ville de Lyon a ouvert le gymnase Chanfray, dans le centre-ville de

Lyon, pour héberger des enfants à la rue et leurs familles. Ils étaient jusque-là mis à l'abri dans 13 écoles occupées par les collectifs Jamais sans toit, dont fait partie Raphaël Vulliez :

« Pour le moment, 13 familles ont pu aller s'installer dans ce gymnase, dont 36 enfants. Ils peuvent y rester jusqu'au 3 janvier, date de la rentrée scolaire. »

La Ville de Lyon va-t-elle cesser d'aller au-delà de ses compétences ?

Jusqu'ici, en matière d'hébergement d'urgence, la Ville de Lyon, dirigée par une majorité écologiste et de gauche, s'était montrée volontariste. Le maire de Lyon, Grégory Doucet (EELV), et son adjointe socialiste aux Solidarités, Sandrine Runel, étaient allés au-delà de leurs compétences, tant dans la mise à disposition du bâti que dans le financement d'associations ou de suivi social.

Au début de l'été 2021, [la Ville de Lyon avait ainsi mis à disposition deux bâtiments](#) pour héberger une trentaine de jeunes migrants. Plus récemment, le 2 décembre 2022, la municipalité a inauguré un centre d'hébergement temporaire dans le 5e arrondissement de Lyon. Celui-ci accueillera 25 demandeurs d'asile jusqu'en 2024. Cette ouverture s'inscrit notamment dans le plan [Zéro enfants à la rue](#), lancé en 2021 par la Ville de Lyon. Un programme ambitieux, qui s'avère cependant difficile à tenir.



80 jeunes migrants sont hébergés dans le gymnase Dargent (Lyon 8e) depuis le 27 septembre. ©OM/Rue89Lyon

Pourquoi cette fermeture de gymnase, plus tôt que la date prévue, pour 80 jeunes migrants, qui se disent mineurs et qui sont en recours devant le juge des enfants ? « Le deal de départ concernait 66 jeunes, 25 ont déjà été transférés, et ils sont pourtant 90 aujourd'hui », argumente Sandrine Runel (PS) auprès [du Progrès](#). Cette augmentation de l'effectif du gymnase ne semble pas être la raison principale de sa fermeture anticipée, étant donné que la Ville de Lyon était au courant depuis plusieurs semaines déjà.

Depuis le début de son mandat, Grégory Doucet (EELV) attache une attention particulière à l'enfance, qu'il a de nouveau mentionnée lors de [l'annonce de sa candidature](#) pour 2026. La

Ville de Lyon aurait-elle décidé de se concentrer sur les enfants des écoles et des crèches, établissements qui relèvent de la compétence municipale ?

Un bras de fer politique sur l'hébergement avec la Métropole de Lyon et l'État

En réalité, ces décisions successives d'ouverture puis de fermeture de gymnases ressemblent plus à un bras de fer politique initié par la Ville de Lyon avec deux institutions : l'État et la Métropole de Lyon. La Ville de Lyon affirme avoir l'intention d'attaquer l'État pour défaillance dans l'hébergement d'urgence. Une procédure qu'elle souhaite mettre en œuvre début 2023, avec [d'autres villes](#). Pour cela, elle doit réunir des preuves du préjudice qu'elle, et les personnes non-hébergées, ont subi. L'ouverture d'un gymnase pour les familles sans toit rentre dans ce cadre, tout comme les frais qui vont avec puisque la Ville subventionne l'Armée du Salut pour en assurer le suivi.

En proposant tout de même 30 places d'hébergement aux jeunes migrants du gymnase Dargent, la Ville de Lyon ne se rétracte pas tout à fait. Mais par la décision de fermeture dudit gymnase, elle tente un coup de poker : pousser la Métropole de Lyon et l'État à participer à la prise en charge des jeunes restant. Sandrine Runel a notamment proposé de demander directement au ministre du logement, Olivier Klein, de réquisitionner un immeuble vacant où loger l'ensemble des jeunes, comme la loi le permet.

Pour le moment, c'est un raté. La réunion programmée ce mercredi avec la Métropole de Lyon n'a débouché sur aucune solution concrète pour les jeunes.

« La Métropole a dit que son but premier est déjà de pérenniser la convention passée avec la préfecture sur le fonctionnement des Stations pour les mineurs en recours, relate Jean-Paul Vilain. Et, si possible, d'ouvrir de nouvelles places. »

Derrière les tractations politiques, c'est bien du sort de 80 jeunes sans-abri dont il s'agit. Ce soir, ils passeront une nouvelle nuit au gymnase Dargent, mais restent sous la menace d'une expulsion.

« Pour l'instant on reste au gymnase et on attend des nouvelles de la Ville de Lyon », résume Jean-Paul Vilain.

Contactée à plusieurs reprises, la Ville de Lyon n'a pas souhaité répondre à nos questions.